



LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉTUDE DU POLITIQUE HANNAH ARENDT

Sous la co-tutelle de :
UNIVERSITÉ GUSTAVE EIFFEL
UPEC - UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL

Appel à communication pour le colloque annuel du LIPHA (UR 7373)

Du Néolibéralisme au Néonationalisme ?

Université Paris-Est Créteil, jeudi 28 novembre et vendredi 29 novembre 2024

S'il y a accord plus ou moins généralisé pour constater que le néolibéralisme (cadre doctrinal et pratique dans lequel le libéralisme est soutenu par les institutions publiques) constitue le régime de l'époque contemporaine, son idéologie dominante, des indicateurs attestent l'évolution voire le dépassement de ce paradigme dans de nombreux États contemporains, en particulier à la suite de crises financières, sanitaires, et politiques. La transformation des pratiques et des discours s'observerait dans le sens de formes renouvelées de conceptions relevant du nationalisme, dont il convient de se demander s'il ne deviendrait pas à son tour un régime dominant, une vision hégémonique. Discours, imaginaires, programmes et pratiques néonationalistes promeuvent un État-nation censément protecteur et fermé, centré sur l'ordre et la défense d'une identité et de communautés nationales imaginées, qui s'avèrent généralement éloignés d'un État social, émancipateur, éducateur, de sorte qu'il signifie davantage l'avènement d'un État post-néolibéral nationaliste. Tout se passe comme si l'après-néolibéralisme (au sens d'une époque où le marché serait délégitimé comme instance de régulation au profit de la nation) se donnait donc à voir comme un régime néonationaliste, axé sur un nationalisme modernisé, rationalisé, normalisé, européenisé. Emergerait ainsi une tension entre deux rationalités politiques concomitantes : le néolibéralisme, axé sur la défense du marché ouvert comme force régulatrice et le néonationalisme, doctrine redéfinie et modernisée, centrée sur une communauté nationale fermée. Pour ne prendre que l'exemple du champ éducatif français contemporain, à l'heure où l'enseignement privé sous contrat est financé à plus de 75 % par l'argent public et où la méritocratie repose sur une compétition accrue entre des individus évalués sur leur valeur ajoutée et leurs compétences et potentialités singulières, l'actuelle présidence et l'actuel gouvernement proposent à nouveau un retour du port de l'uniforme et de l'apprentissage systématique de la Marseillaise dès l'école primaire.

Le colloque visera à documenter ces transformations au niveau national ou international à travers des dynamiques sectorielles, en se penchant notamment sur l'un des champs suivants (ou plusieurs d'entre eux) : le champ politique, le champ éducatif, le champ médiatique et le champ économique, dans lesquels se joue principalement la stabilisation du régime dominant à l'œuvre. La question se pose de savoir si cette évolution du paradigme dominant s'inscrit dans une forme de prolongement du néolibéralisme, qui peut demeurer structurant sectoriellement, ou dans l'émergence d'une rationalité renouvelée et incarnant un tournant. Seront étudiés les fronts de la contre-révolution néonationaliste post-néolibérale et les modalités de la redéfinition de la pensée politique hégémonique. Les communications pourront donc être issues d'un travail théorique, inscrites par exemple dans l'histoire sociale des idées politiques et la pensée critique, ou davantage fondées sur des enquêtes empiriques. Le colloque en conséquence sera le lieu de présentations relevant de la science politique, de la sociologie, des sciences de l'éducation et de la formation, de l'histoire, de la géographie, du droit, de la philosophie, des sciences de l'information et de la communication et des sciences économiques.

Les propositions, d'une page maximum, devront être envoyées aux organisateurs (laurent.godmer@univ-eiffel.fr et filippo.pirone@u-pec.fr) avant le **16 septembre 2024**.